



TRIBUNE

Newsletter spéciale Covid-19 de Lyon Place Financière et Tertiaire – 29 avril 2020



Pascal LE MERRER

Directeur Général chez Journées de L'Economie

Quand on redécouvre le prix de la vie

En 1977 Alfred Sauvy publiait un petit livre « Coût et valeur de la vie humaine » où il estimait que tous les pays ne faisaient pas les efforts nécessaires pour diminuer la mortalité car « Il arrive toujours un moment où l'argent est en balance avec la vie humaine. »

La pandémie actuelle a réveillé ce débat : jusqu'où faut-il sauver des vies au dépend de l'activité économique ? Chaque individu peut réagir librement, pour certains la vie est sacrée, il faut tout faire pour la sauver, pour d'autres, il faut accepter la fatalité, sans oublier ceux qui pensent que cela n'arrive qu'aux autres ou que la liberté est plus importante que la sécurité.

Pour l'acteur public le problème est différent, il doit faire des choix collectifs : comment décider des traitements médicaux à financer quand les ressources budgétaires sont limitées ; quelle limitation de vitesse doit être imposée pour réduire le nombre d'accidents ; quelles mesures sont à privilégier pour lutter contre la pollution ou les inondations si on veut éviter des morts prématurées ... La puissance publique doit disposer d'un référentiel permettant de faire un calcul coût – avantage afin de choisir le projet ou la mesure qui génère les meilleurs résultats par rapport à son coût. C'est là qu'intervient l'économiste en proposant une technique de calcul qui doit aider au processus de décision. On aboutit à un prix du carbone, à une valeur du temps, à une valeur économique de la vie.

C'est, par exemple, le travail qui a été réalisé en 2013 par une commission présidée par Émile Quinet¹ avec une proposition de valeur statistique de la vie humaine. Les auteurs précisent « Ces valeurs doivent être comprises non comme une valeur de la vie humaine mais bien comme l'effort que la collectivité est prête à consentir pour réduire un risque de décès ». La valeur statistique de la vie (VVS) de référence retenue par cette commission a été de trois millions d'euros. Cette référence peut varier selon les données retenues pour faire le calcul. Aux Etats-Unis, les agences qui déterminent cette valeur statistique de la vie humaine arrivent à des résultats qui vont de 1 à 10 milliards de dollars.

Christian Gollier, professeur à la Toulouse School of Economics a récemment relancé les discussions sur le calcul des économistes en réalisant une analyse coût - bénéfice des stratégies de déconfinement qui suppose la mise en œuvre de solutions sanitaires « efficaces » comme des capacités massives de dépistage et des mesures « barrière » effectives pour remettre en route les secteurs essentiels de l' économie. Dans ce contexte, Christian Gollier estime que l'on peut espérer limiter le nombre de décès en - dessous de 30.000 et la chute du PIB en dessous de 10%. On pourrait dire que c'est le résultat de l'action d'un acteur public « paternaliste », peut-être aurait-on pu aller plus loin avec un « Etat philanthropique ». En tout cas, les choix qui président aux mesures mises en œuvre sont un révélateur du prix implicite de la vie humaine qui est retenu. La question importante est de savoir si ce prix doit relever d'un travail de spécialiste ou être le résultat d'un débat démocratique sur le modèle de la Convention Citoyenne pour le Climat.



¹ Rapport sur « L'évaluation socioéconomique des investissements publics »